

C O M P T E - R E N D U

Les relations transatlantiques avec Obama II

COMPTE-RENDU DE LA CONFÉRENCE-DEBAT
ORGANISÉE LE 18 DECEMBRE 2012, PARIS, PAR L'IRIS ET LA MAISON DE L'EUROPE.

autour de
KARIM EMILE BITAR et THOMAS SNEGAROFF,
Directeurs de recherche à l'IRIS

animée par
FABIO LIBERTI, Directeur de recherche à l'IRIS



INTRODUCTION

FABIO LIBERTI / Directeur de recherche à l'IRIS

La réélection de Barack Obama a été vécue en Europe comme un événement très positif. Cependant, malgré le soutien populaire témoigné pour Barack Obama en Europe, on peut considérer que sa présidence a augmenté la distance entre le Vieux Continent et le Nouveau Monde. L'Europe est peu citée ou seulement comme un exemple à ne pas suivre.

Une possible dégradation de la relation transatlantique est envisageable pour deux raisons principales. Premièrement, le partage du fardeau, en termes de dépenses militaires, est très inégal et l'Europe assume économiquement moins sa défense que pendant la Guerre froide. On peut se rappeler des propos de Robert Gates qui accusaient l'Europe d'être incapable de mener une opération extérieure mineure sans l'assistance américaine. Deuxièmement, la crise de l'euro montre les divergences idéologiques entre les deux grands ensembles économiques. Les États-Unis comprennent mal l'entêtement à poursuivre des politiques d'austérité qui freinent encore plus la croissance et sont sceptiques quant au format institutionnel de l'Union européenne qui donne lieu à des débats et des négociations sans fin, car se déroulant à 27.

Va-t-on assister à un divorce entre l'Europe et les États-Unis ? Le *shift* vers la zone Asie-Pacifique en est-il un signe révélateur ? Ou au contraire, la relation transatlantique est-elle une alliance essentielle ?

EXPOSE LIMINAIRE

THOMAS SNEGAROFF / Directeur de recherche à l'IRIS

Le premier constat que l'on peut faire est qu'il y a un éloignement entre l'Europe et les États-Unis depuis la fin de la Guerre froide. Le rythme n'est pas constant, bien entendu, mais cela ne change pas le résultat final. La vision qui prédominait du caractère indispensable de l'alliance atlantique est remise en question.

Dans les années 1990, Washington fait l'expérience d'une première grande déception. En effet, au sortir de la rivalité avec l'URSS, les États-Unis espéraient que l'Europe serait à même de garantir sa sécurité mais la crise en ex-Yougoslavie va leur démontrer que les pays européens sont incapables d'agir sans le soutien américain. En 2003, la guerre d'Irak va également montrer que les intérêts européens et américains peuvent diverger. Certains pays vont refuser de participer et d'autres suivront la position du gouvernement Bush. Donald Rumsfeld opposera alors Paris et Berlin, constituant une « vieille Europe », à une nouvelle Europe dont « le centre de gravité passe à l'Est ».

Au-delà des divergences européennes, l'attitude des États-Unis est paradoxale et révélatrice d'une certaine schizophrénie. D'un côté, Washington souhaite vivement que ses alliés soient assez puissants pour partager une part non négligeable du fardeau et assurer leur défense. Et d'un autre côté, il ne faut pas non plus que l'Europe devienne un ensemble assez puissant et assez uni pour concurrencer son influence géopolitique sur le plan mondial. On peut se rappeler la phrase de Kissinger prononcée dans les années 1970, « *Which number do I call when I want to talk to Europe ?* » La relation transatlantique c'est aussi l'exploitation des divisions par les États-Unis pour garder le *leadership*.

Un autre facteur à prendre en considération est la personnalité même du Président Obama. Il est né à Hawaii, d'un père kenyan, a passé une partie de son enfance en Indonésie. Ce n'est pas un président qui regarde d'abord vers l'Europe. D'autant plus que l'Union européenne est perçue comme une construction complexe, dont les ressorts sont difficiles à appréhender, qui n'a pas de dirigeant clairement défini apte à être l'interlocuteur naturel de Washington. Les États-Unis attendent d'ailleurs beaucoup de leurs alliés européens et comprennent mal certaines réactions. Par exemple, la faible participation aux opérations en Afghanistan des forces armées espagnoles alors que des attentats avaient eu lieu en 2004 à Madrid. On peut également citer les problèmes liés à la prison de Guantanamo, les européens militaient activement pour la fermeture du site mais ne voulaient pas reprendre les détenus de nationalités européennes. L'Europe attend un soutien des États-Unis mais a des réactions plus mitigées en retour.

Ceci, avec les mutations du cadre géopolitique mondial, peut expliquer le *shift* vers la zone Asie-Pacifique décidée le 5 janvier 2012 dans le cadre de la *defense strategic review* qui fixe les objectifs de la politique étrangère américaine pour conserver le « *global leadership* ».

Il ne faut cependant pas oublier que les liens économiques et commerciaux sont très importants. La première destination des produits américains à l'export est l'Europe et dans le sens inverse, la deuxième source des importations est l'Europe. Il y a d'ailleurs un projet de mise en place d'une zone de libre-échange transatlantique. La feuille de route fixée par le Parlement européen prévoit une entrée en vigueur dès 2015. C'est un projet ambitieux dont la négociation sera très difficile car il est à la convergence de nombreuses autres problématiques et la situation de crise qui existe depuis 2007 pourrait avoir une influence négative.

D'ailleurs, l'influence de la crise économique que subit l'Europe sur l'économie américaine ne devrait pas être niée ou minimisée comme c'est le cas actuellement. Si on considère une entreprise comme Boeing, dont le concurrent direct est EADS par sa division Airbus, une chute de l'euro par rapport au dollar représente une menace importante pour les contrats de l'entreprise car l'avionneur européen devient encore plus compétitif. Les grandes entreprises américaines n'ont pas intérêt à ce que le taux de change se rééquilibre.

EXPOSE LIMINAIRE

KARIM EMILE BITAR / Directeur de recherche à l'IRIS

Le premier constat que l'on peut faire est que l'Europe a perdu une décennie entière. Alors qu'il y a 5 ou 10 ans, certains ouvrages tels que « *The End of the American Era* » de Charles A. Kupchan¹ ou « *The European Dream* » de Jeremy Rifkin² prévoyaient la fin de la suprématie du modèle américain et annonçaient la montée en puissance de l'Europe, il n'y a pas eu de transition vers un modèle européen. Alors que les valeurs européennes – la volonté de concilier justice sociale et efficacité économique, protection des plus faibles et respect de l'entrepreneuriat, solidarité et libertés individuelles – devraient séduire tout autant que celles du modèle d'outre Atlantique, l'incapacité à surmonter les divisions européennes est sans doute à l'origine de l'absence de transition. De plus, la crise très profonde qui frappe les puissances occidentales et notamment les pays de la zone euro engendre une montée du populisme.

La « séquence occidentale » de domination du monde est terminée mais aucune autre puissance n'est encore prête à prendre le relais. En effet, la puissance américaine est déclinante économiquement et stratégiquement parlant, la Chine n'est pas encore capable de remplacer les Etats-Unis ou n'en a pas la volonté, l'Europe est trop divisée et rencontre des difficultés internes qui handicapent son action. Le G20 est un groupe très hétéroclite et dont les membres ont des visions très différentes du rôle de l'Etat dans l'économie pour permettre de mettre en place des politiques coordonnées. C'est une configuration inédite que David Gordon et Ian Bremmer appellent le monde G-Zéro et que Ian Bremmer développe dans son ouvrage « *Every Nation for Itself: Winners and Losers in a G-Zero World* ».

Alors que la crise est encore présente aux Etats-Unis, on assiste à une réémergence d'un populisme anti-fiscal, notamment au *Tea Party* et dans les structures associées. Ce qui dénote une profonde division entre Républicains et Démocrates au sujet des taxes, alors qu'une réforme du système fiscal nécessite une forte volonté bipartisane. Malgré leur coût important, les grands projets du passé avaient été soutenus par les deux partis, comme ce fut le cas pour le programme spatial, *Medicare*, *Medicaid*, ou encore l'*Interstate Highway System*. Il est intéressant de noter que suite à la crise de 1929, le taux d'imposition marginal pour les américains les plus riches était de 90%. Henry Morgenthau, Secrétaire du Trésor des Etats-Unis sous l'Administration Roosevelt en 1937, affirmait que « les impôts sont le prix à payer pour une société civilisée. Trop de citoyens veulent la civilisation au rabais. » Aujourd'hui, il y a beaucoup plus de handicaps à l'action collective.

¹ Directeur des études européennes au *Council on Foreign Relations* et professeur à Georgetown.

² Economiste, président-fondateur de la *Foundation on Economics Trends*.

L'élection de Barack Obama en 2008 est l'exemple typique du rêve américain. La vie de Barack Obama, ses origines et son enfance illustrent la réussite à l'américaine. Il regarde l'Europe de loin, un peu comme un musée et choisit de réorienter sa politique extérieure vers le pacifique. Toutefois, sa philosophie politique n'est pas très éloignée de celle des européens. Il n'hésite pas à parler de redistribution.

En 2050, la population noire américaine, hispanique et asiatique dépassera 50% de la population. C'est déjà le cas chez les moins de 18 ans. Le recul de la proportion de la population blanche peut expliquer la perte du lien historique avec l'Europe et le rééquilibrage vers l'Asie. Cependant les Etats-Unis ne sont pas les seuls à se tourner vers l'Asie, l'Europe le fait également.

En fin de mandat, Barack Obama retourne vers l'Union européenne car il a besoin du soutien des nations européennes pour les grands dossiers internationaux qui concernent les Etats-Unis. En dehors de la Corée du Nord et de l'immigration, les Etats-Unis ont besoin de l'Europe pour tous les autres dossiers, par exemple l'Iran, l'initiative Global Zéro, le Printemps Arabe, les négociations climatiques ou encore le libre-échange.

La réorientation vers l'Asie est surtout le résultat d'un désengagement du Moyen-Orient. En effet, la forte présence américaine au Moyen-Orient s'expliquait par la lutte contre le communisme, le soutien apporté à Israël et la sécurité des approvisionnements en pétrole. Aujourd'hui, le communisme n'est plus une menace pour les Etats-Unis, il y a une déconnexion entre Israël et les juifs américains (qui ont majoritairement voté pour Obama) et l'exploitation des gaz de schistes devrait permettre d'assurer l'indépendance énergétique des Etats-Unis pour 2020 et un rôle d'exportateur net en 2030.

Bien que ces problématiques ne soient pas directement liées à l'Europe, la situation sur le Vieux Continent est importante pour Washington. Les Etats-Unis ne souhaitent pas voir l'Union européenne entrer en récession économique. Alors même que les Etats-Unis rencontrent des problèmes majeurs liés à leur dette souveraine et aux réductions des dépenses fédérales. Il existe un phénomène de tiers-mondisation de la société américaine, évoqué par Arianna Huffington dans son livre *Third World America*. Le ratio dette/PIB est de 112% ! Les Etats-Unis doivent se concentrer sur le « nation-building at home » mais compte-tenu des interdépendances, ils ont besoin que leurs alliés maintiennent un niveau correct de prospérité.

Un désaccord profond n'est pas à envisager à moyen terme (10-15 ans). L'Europe restera un partenaire des Etats-Unis notamment sur les dossiers tels que l'Iran, l'Afghanistan ou encore Israël car sur ces sujets il y a une conjonction des intérêts et une complémentarité des moyens.

D'autant plus que le multilatéralisme aura du mal à se mettre en place et que les pays émergents ne sont pas encore prêts à assurer un rôle prépondérant sur la scène internationale.

La relation transatlantique est un sujet complexe de par sa granularité – les Etats membres qui composent l'Union européenne et chaque relation avec Washington et par le rééquilibrage vers l'Asie qui est sans doute moins prépondérant qu'il n'y paraît au premier abord, en tout cas moins que le retrait du Moyen-Orient et la mise en place d'une zone de libre-échange transatlantique. De plus, la ré-industrialisation de l'économie américaine et l'indépendance énergétique peuvent conduire à l'émergence d'un nouveau modèle socio-économique.

DEBAT

Question : Les Etats-Unis souhaitent-ils que l'Europe s'implique vis-à-vis de la Russie ?

Karim Bitar : La relation entre l'Europe et la Russie est en partie liée aux problématiques énergétiques. On peut se rappeler du raisonnement tenu par Michel Rocard sur l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne. Ce serait le moyen d'assurer la sécurité des approvisionnements sans passer par d'autres Etats, notamment la Russie. La Syrie illustre ce problème. L'un des objectifs de la Russie, l'un des facteurs qui expliquent son soutien à Assad est la volonté russe de maintenir une dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de la Russie, à un moment où l'on parle d'un projet de pipeline de gaz naturel depuis le Qatar vers l'Union européenne.

Question : Au sujet de l'Afrique, existe-t-il des divergences entre l'Europe et les Etats-Unis ?

Karim Bitar : L'intervention en Libye, sous couvert de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU montre bien que les Etats-Unis ont besoin de leurs partenaires européens en ce qui concerne l'Afrique. Il n'y a pas de divergence majeure de point de vue pour le continent africain. Cependant, au lendemain de la réélection de Barack Obama, il faut attendre que les nominations importantes de l'Administration soient faites. Les noms de Susan Rice et Chuck Hagel ont été avancés respectivement pour diriger le *Department of State* et le *Department of Defense*.

Thomas Snegaroff : Bien que les Etats-Unis et l'Europe soient en accord, les approches pour résoudre les crises peuvent diverger. Par exemple, pour le cas du Mali, l'Union européenne veut intervenir par l'intermédiaire de la CEDEAO et les Etats-Unis considèrent que les forces armées des Etats africains ne sont pas prêtes.

Question : Quel est le rôle du Japon ?

Karim Bitar : Le constat qui est dressé pour l'Europe est le même pour le Japon, une décennie a été perdue également. La situation économique, les perspectives démographiques ne sont pas au beau fixe et cet état de fait remet en perspective la situation en Chine, puisque le discours que l'on tient aujourd'hui sur l'ascension de la Chine rappelle celui des années 1980 sur l'ascension du Japon. Par ailleurs, l'interdépendance économique est aujourd'hui de plus en plus marquée.

Question : Existe-t-il un risque de *fiscal cliff* ?

Karim Bitar : Il est très probable que les Républicains acceptent de faire certaines concessions. Des actions collectives sont absolument nécessaires pour débloquer la situation. Aucun des deux partis ne peut se permettre d'assumer un échec et chacun cèdera donc sur des points importants pour parvenir à un accord.

Thomas Snegaroff : On peut se référer aux travaux de Stephen Skowronek – professeur à Yale – sur les présidents américains. En effet, il différencie les Présidents en trois catégories :

- les reconstituteurs, porteurs de réformes et de changements tels que Franklin D. Roosevelt ou Ronald Reagan ;
- les préemptifs, plus pragmatiques et peu idéologiques tels que Woodrow Wilson et Richard Nixon ;
- les disjonctifs, tels que Jimmy Carter et Herbert Hoover.

Obama présente un profil reconstituteur sur le début de son premier mandat, de par les attentes qui sont liées à son élection. Cependant il confirme peu ce rôle entre 2008 et 2012. Le *fiscal cliff* peut lui conférer ce rôle, s'il parvient à imposer un nouveau modèle et à mettre fin à l'impérialisme de l'économie.

Question : Quelle est la vision américaine de la situation des pays des grands lacs ?

Thomas Snegaroff : Dans l'ensemble, les questions africaines intéressent peu les Etats-Unis. Cependant certains conseillers du Président Obama, comme Samantha Power pensent que la position américaine à l'égard de certains pays devrait être revue. Dans « *A problem from hell: America and the age of genocide* », elle appelle à revoir l'attitude vis-à-vis des responsables de génocides notamment en Afrique.

Question : L'avenir sera-t-il une zone de libre-échange avec l'Europe ou l'Amérique latine ? Quel avenir pour la relation avec l'Amérique latine ?

Thomas Snegaroff : Au cours de la dernière campagne présidentielle, le continent latino-américain n'a été évoqué que par rapport aux problèmes d'immigration. Les Etats-Unis ont abandonné l'espoir d'une zone de libre-échange unique entre les deux Amériques. Il est également vrai de dire que le projet de rapprochement entre l'Union européenne et le Mercosur est voué à l'échec, il y a bien trop de différences entre nos politiques économiques pour que cela soit réalisable. Par contre, le Mercosur va s'élargir au Venezuela et pourquoi pas prochainement plus avant vers les Caraïbes.

Karim Bitar : Il y a un télescopage entre les problématiques d'immigration et de libre-échange. La crainte de l'immigration est un phénomène d'importance. Romney n'a pas convaincu les hispanophones qui ont voté massivement pour Obama. On peut noter que la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique est l'endroit du monde de part et d'autre duquel le différentiel de richesse est le plus élevé. Nulle part ailleurs, il y a de différence de niveaux de vie si flagrante entre deux pays limitrophes.

Question : Défense antimissiles de territoire, conséquences de l'installation de Patriot en Turquie ?

Karim Bitar : Le déploiement de missiles Patriot en Turquie est lié à la situation globale au Moyen-Orient. La mise en place de ce système permet également de « couvrir » les opérations menées par les forces spéciales américaines dans la région. On peut également noter que la Turquie qui désirait n'avoir aucun problème de voisinage avec tous ses voisins, n'a maintenant aucun voisin sans problème de voisinage.

Fabio Liberti : Les Etats-Unis ont une attitude schizophrénique vis-à-vis de la défense européenne. Ils nous reprochent notre inaptitude à assurer nous-même notre défense mais exploitent les dissensions et les divergences politiques entre les Etats membres. L'installation de missiles Patriot et la *Smart Defence* dans son ensemble sont « dangereuses » pour l'Europe de la défense. L'import de matériel américain peut être normalisateur et par ce biais tuer la base industrielle et technologique de défense européenne.

Question : Quid des relations avec la France ? Présidence de François Hollande ?

Karim Bitar : François Hollande a voulu se servir de la politique économique américaine pour pousser les Etats européens vers la croissance et non vers l'austérité. Cependant, il ne faut pas en conclure que sa politique étrangère sera sur une ligne atlantiste, sa présidence sera plutôt gaullo-mitterandienne. Pour ce qui est de la poursuite de la construction européenne, il faut repenser la notion de noyau dur. Vouloir chercher un consensus entre 27 pays conduit au plus petit dénominateur commun ou à l'immobilisme.

Question : Quel est le rôle de l'Union européenne en Asie ?

Thomas Snegaroff : Dans son discours du 5 janvier 2012 sur la *Defense Strategic Review*, le Président Obama affirme attendre de ses alliés traditionnels – l'Europe – qu'ils suivent le mouvement initié par les Etats-Unis et se tournent eux aussi vers l'Asie. Cependant, ce n'est

que pure rhétorique, ils ne s'attendent pas véritablement à un « suivisme » de l'Union européenne. D'autant plus que l'Union européenne est déjà présente dans la zone, on peut citer les opérations contre la piraterie dans le détroit de Malacca.

*Compte-rendu rédigé par
Thomas Lanson, Assistant de recherche à l'IRIS.*



© IRIS / MAISON DE L'EUROPE
TOUS DROITS RESERVES

Ce compte-rendu n'est pas une reprise in extenso des propos.

Seuls comptent les propos effectivement tenus par les différents intervenants.

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES

2 bis rue Mercœur
75011 PARIS / France
T. +33 (0) 1 53 27 60 60
F. +33 (0) 1 53 27 60 70
contact@iris-france.org
www.iris-france.org
www.affaires-stratégiques.info

MAISON DE L'EUROPE DE PARIS

35-37 rue des Francs Bourgeois
75004 PARIS / France
T. +33 (0) 1 44 61 85 85
F. +33 (0) 1 44 61 85 95
www.paris-europe.eu